



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**

DÉFORESTATION

**Sommes-nous prêts à laisser disparaître ces animaux qui
représentent le monde que nous avons toujours connu ?**



VOTRE DÉPUTÉ EN ACTIONS...



Pour nous, l'écologie, ce ne sont ni les éoliennes, ni l'interdiction des sapins de Noël !

Pour rappel, je suis intervenue en séance plénière du Parlement européen le 21 octobre 2020 pour dénoncer l'omerta totale sur la déforestation en Afrique qui aura des conséquences dramatiques pour la France !

Je ne manque jamais l'occasion de rappeler l'importance de ce sujet fondamental !

Questions parlementaires

17 février 2020

42k 10k

E-000936/2020

Question avec demande de réponse écrite E-000936/2020
à la Commission
Article 138 du règlement intérieur
Dominique Bilde (ID)

Réponse écrite

Objet: Financement de la protection de la forêt au Gabon et en République du Congo

Le 22 septembre 2019, la Norvège a conclu avec le Gabon un accord d'un montant de 150 millions de dollars pour la préservation de la forêt gabonaise, sous l'égide de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale («CAFI») ⁽¹⁾.

Cet accord est similaire à celui conclu le 3 septembre 2019 entre la République du Congo, la France et l'Union européenne (qui apportent conjointement une contribution de 45 millions de dollars par l'intermédiaire du fonds fiduciaire de la CAFI) ⁽²⁾, qui associe également le ministère pour le développement international du Royaume-Uni et le ministère de l'environnement allemand et porte sur la préservation de la forêt humide.

La lettre d'intention stipule notamment que la République du Congo doit éviter la conversion d'au moins 20 000 hectares de forêt par an ⁽³⁾.

Associer certains financements à des engagements environnementaux d'un État tiers est une idée relativement récente. Ainsi, les Seychelles avaient obtenu une restructuration de leur dette publique en échange d'engagements de protection de leurs ressources océaniques, mais pour l'heure les résultats de ces engagements sont mitigés — l'État souhaitant en particulier développer l'exploitation de pétrole et l'aquaculture ⁽⁴⁾.

Comment l'Union européenne entend-elle assurer le suivi et l'évaluation des résultats de tels accords?

- (1) «The 150 million US dollars agreement announced today between Gabon and Norway via the Central African forest initiative (CAFI) is historic in many ways.»; <https://www.cafi.org/content/cafi/en/home/all-news/gabon-first-in-africa-to-receiving-payments-for-preserved-rainf.html>
- (2) «Norway, France and the European Union contribute 45 million US dollars to the agreement from the CAFI Trust Funds»; <https://www.cafi.org/content/cafi/en/home/all-news/republic-of-congo-and-cafi-sign-65-million-dollars-letter-of-int.html>
- (3) «Congo-Brazza also commits to avoid conversion of more than 20,000 hectares of forest per year»; <https://www.cafi.org/content/cafi/en/home/all-news/republic-of-congo-and-cafi-sign-65-million-dollars-letter-of-int.html>
- (4) <https://www.eurcomoney.com/article/b11hzrs8zdyfiv/conservation-finance-seychelles39-troubled-waters>

Dernière mise à jour: 25 septembre 2020

Avis juridique - Politique de confidentialité

LA PRESSE EN PARLE...

Déforestation : l'Amazonie a vécu son pire mois de juin en 13 ans

Mais le pire est attendu pour le mois d'août. Plus de 30.000 foyers avaient été enregistrés en 2019, trois fois plus que lors de ce même mois en 2018.

ENVIRONNEMENT

DEFORESTATION : DEPUIS 2015, L'ABATTAGE DES ARBRES EST EN HAUSSE DE 50 % EN EUROPE

Déforestation. En Angola, "Adieu, les baobabs"

Accueil > Brèves >

La déforestation en Afrique s'accélère, constate la FAO

15 mai 2020

Durée de lecture : 2 minutes



A Madagascar, presque tous les lémuriens menacés, dont un tiers sont proches de l'extinction

L'Union internationale pour la conservation de la nature a publié sa nouvelle liste rouge des espèces menacées dans le monde.

ENVIRONNEMENT

Les chenilles processionnaires de retour dans les forêts du Grand Est

Éditorial



Si l'Europe importe massivement des produits, le doux commerce tant vanté par nos élites est pourtant responsable des deux tiers de la déforestation mondiale.

Production de soja en Amérique latine, élevage de bovins sur les rives de l'Amazone, production d'huile de palme en Asie : la mondialisation repousse les limites du raisonnable en intensifiant chaque jour davantage la pression sur notre environnement.

La crise sanitaire a vu son lot d'experts autoproclamés et de politiques déconnectés nous décrire le monde d'après.

Ce monde, celui qui refuse le libre-échange débridé et la logique marchande poussée à son paroxysme, mais qui promeut les circuits courts et les productions enracinées qui respectent l'environnement.

Ce monde, c'est celui que le Rassemblement national défend depuis des années déjà.

Les forêts sont les victimes collatérales!

Au-delà de l'impact environnemental catastrophique, 1,6 milliard d'individus dépendent directement des forêts pour leurs moyens de subsistance. Leur disparition signifie que ces populations devront quitter leur terre et rejoindre le flux migratoire déjà insoutenable à l'échelle planétaire.

Si gouverner c'est prévoir, il faut désormais prévoir de gouverner !

Pour faire demain ce qu'ils n'osent pas faire aujourd'hui.

Dominique Bilde,
Député européen

LA DÉFORESTATION EN AFRIQUE

Chaque année, l'Amazonie fait la couverture des magazines et les gros titres des journaux : des images satellites montrent la déforestation massive que subit le « poumon vert de la planète », que le vacarme des tronçonneuses et les incendies détruisent au-delà du raisonnable.

Elle n'est malheureusement pourtant pas la seule à disparaître !



Beaucoup moins médiatisée, la déforestation à l'œuvre en Afrique devient très préoccupante. Selon un rapport de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ce sont près de 4 millions d'hectares de forêts qui disparaissent chaque année. Un chiffre en constante augmentation depuis les années 90.

Dans certains pays du continent africain, les chiffres sont alarmants. Le Nigéria, le Togo et le Ghana sont en tête de

ce triste classement, enregistrant des disparitions de plus de la moitié de leur surface forestière, dépassant parfois les 60 % de forêts parties en fumée en moins de 50 ans.

Ainsi, la République démocratique du Congo pourrait voir disparaître 40 % de la surface de ses forêts d'ici 2050, alors que ce pays abrite une grande partie du Bassin du Congo, deuxième massif forestier tropical du monde en termes de superficie.

Les causes de la déforestation sont multiples et concernent tant l'expansion des zones agricoles que l'urbanisation galopante.

Pour les populations, les conséquences seront nombreuses. En effet, pour 250 millions de personnes extrêmement pauvres, les ressources forestières sont vitales. Ainsi pour les communautés vivant dans certains pays tropicaux, elles contribueraient à 20% environ du revenu du ménage.

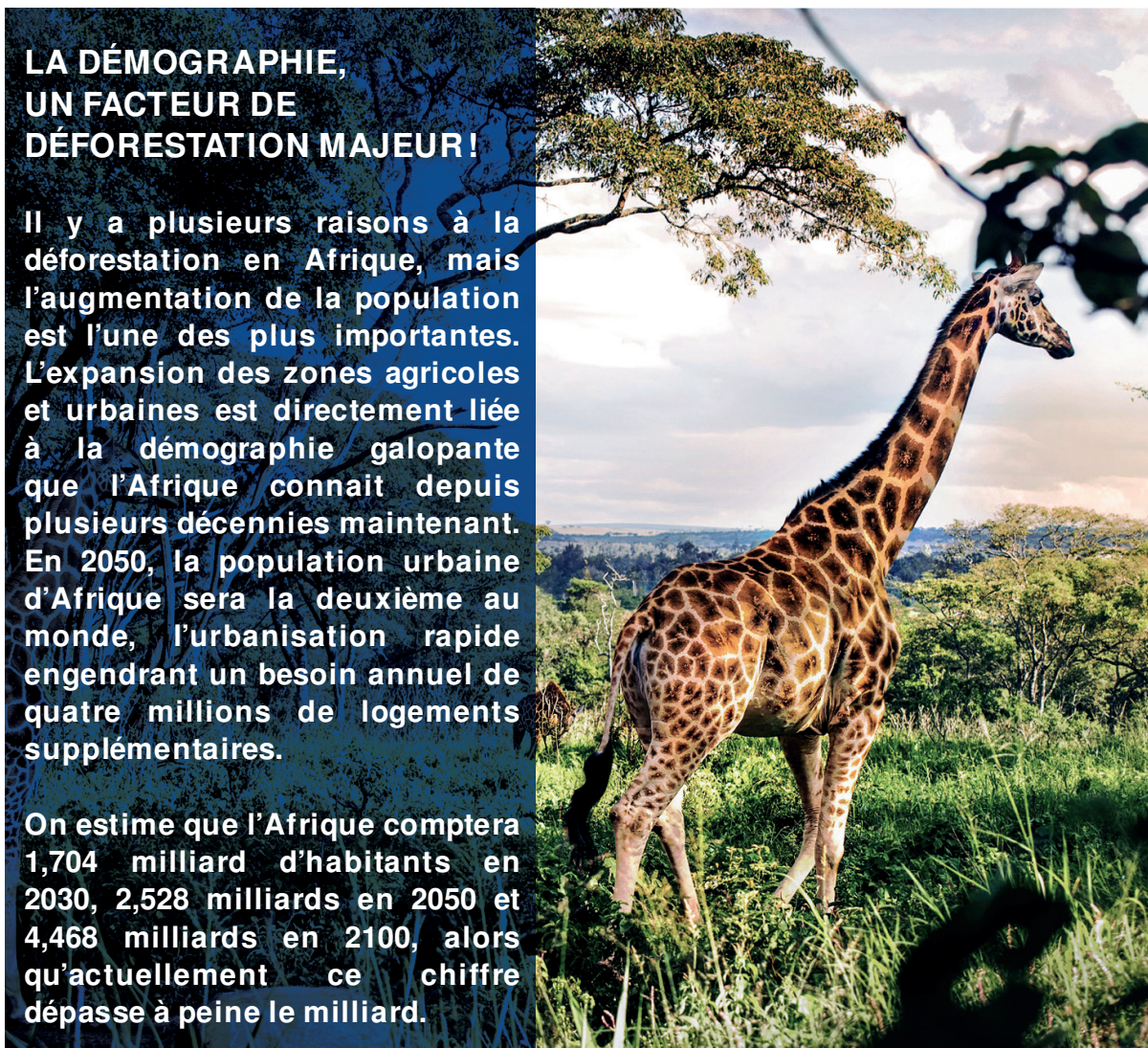
Quant aux solutions internationales

ou européennes, elles n'ont pour l'heure pas abouti. Ainsi, la « muraille verte » pour le Sahel, vantée depuis 2002, est à la traîne. De nouveaux schémas, prônant le conditionnement de certaines aides financières à la sauvegarde des forêts commencent à voir le jour, à l'instar des premiers accords entre la Norvège et le Gabon, mais leur efficacité reste à démontrer. Le cas des Seychelles ayant essuyé les plâtres en la matière avec un accord sur la restructuration de la dette conditionnée à des objectifs environnementaux, incite d'ailleurs à la prudence.

LA DÉMOGRAPHIE, UN FACTEUR DE DÉFORESTATION MAJEUR !

Il y a plusieurs raisons à la déforestation en Afrique, mais l'augmentation de la population est l'une des plus importantes. L'expansion des zones agricoles et urbaines est directement liée à la démographie galopante que l'Afrique connaît depuis plusieurs décennies maintenant. En 2050, la population urbaine d'Afrique sera la deuxième au monde, l'urbanisation rapide engendrant un besoin annuel de quatre millions de logements supplémentaires.

On estime que l'Afrique comptera 1,704 milliard d'habitants en 2030, 2,528 milliards en 2050 et 4,468 milliards en 2100, alors qu'actuellement ce chiffre dépasse à peine le milliard.



MADAGASCAR

LA REFORESTATION POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ



« *Le patrimoine exceptionnel de la Grande Île* ». C'est en ces termes que le pape François qualifiait en septembre 2019 la forêt de Madagascar. En effet, le patrimoine du pays, en matière de faune et de flore, est unique au monde. Il est pourtant menacé par une déforestation intensive. Depuis l'indépendance du pays, des milliers d'hectares de la forêt primaire malgache ont disparu suite aux feux occasionnés par la culture du brûlis, laissant place à des paysages de désolations, terres noires de cendres où plus rien n'a poussé depuis. À cela s'ajoute l'exploitation minière où les ONG rapportent la mise au travail d'enfants dans les mines de mica, ce qui constitue une violation grave des droits de l'homme.

La déforestation est causée également par l'exportation de certains bois précieux, notamment au travers du trafic illégal de bois de rose ou d'ébène. La Chine serait partie prenante dans ce trafic et qui se poursuit malgré l'inscription en 2013 à l'annexe II de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

On parle d'ailleurs beaucoup de la disparition des lémuriens, emblèmes de Madagascar et désormais véritables victimes de la déforestation de l'île. Leur disparition aura même, selon les experts, des effets en cascade sur la structure et l'intégrité de la forêt restante car ceux-ci jouent un rôle clé dans la reproduction de plusieurs types d'espèces végétales. Une lourde perte pour le patrimoine naturel et culturel malgache qui illustre l'ampleur des dégâts.

En effet, la déforestation s'accompagnerait de la disparition de 75% des espèces végétales originelles, dont certaines plantes médicinales sur lesquelles se fonde le savoir-faire ancestral de la Grande Ile que le Président Rajoelina souhaite d'ailleurs mettre en valeur.





Mayotte

UN CAS D'IMPUISSANCE FRANÇAISE

L'île située dans l'Océan indien est à la fois le plus récent des départements français, mais aussi celui qui détient le triste record de la déforestation sur notre sol.



MAYOTTE, UN (AUTRE) DÉSERT FRANÇAIS ?

À ce sujet, de nombreux observateurs sonnent l'alarme : selon eux, il n'y aura plus de forêts sur l'île d'ici cinquante ans si la situation ne change pas. À titre comparatif, la disparition des forêts mahoraises atteint des niveaux similaires à ceux de la Malaisie ou de l'Indonésie, deux pays où la culture d'huile de palme produit des ravages irréversibles sur l'écosystème.

À Mayotte, c'est surtout la pression démographique qui explique cette recrudescence de la déforestation. Il y a quelques années encore, 1/3 du département mahorais était recouvert par la forêt.

Malheureusement, la culture sur brûlis se généralise en dépit des mesures prises par les autorités et les différentes associations pour tenter d'endiguer le phénomène. Une population qui augmente, et des besoins croissants en terres agricoles obligent les Mahorais à transformer les terres boisées en cultures. Les plantations de bananiers et de manioc prennent progressivement la place des arbres fruitiers et nourriciers traditionnels. Des choix qui ont des effets néfastes pour les sols qui s'appauvrissent à une vitesse galopante.

UNE IMMIGRATION MASSIVE, UNE DÉFORESTATION INTENSIVE !

Dépassées par une pression migratoire en provenance des Comores voisines, et plus récemment de la région des Grands Lacs, les autorités mahoraises ne semblent pas en mesure de mettre un coup d'arrêt à la détérioration de la situation. Mayotte compte actuellement plus de 271 000 habitants : c'est deux fois plus qu'il y a 20 ans. Un habitant de l'île sur deux n'a pas la nationalité française. Selon les chiffres officiels, c'est plus de 12 % de la population qui séjournerait illégalement sur le territoire. De plus, près d'un habitant sur trois réside dans un logement qui ne dispose pas d'eau courante.

On mesure bien toute l'ampleur du désastre : dans ce contexte tendu, les forêts mahoraises ne figurent pas à l'agenda des priorités.

L'État se doit d'agir rapidement, pour sauver l'île des grands périls qui la menacent.



DES ARBRES LÀ-BAS, DES EMPLOIS ICI!

Quels impacts pour la France ?



EN FRANCE, ON N'A PAS DE PÉTROLE, MAIS ON A DES FORÊTS !

Si la déforestation a touché l'Europe et ses forêts tempérées tout au long du 19^{ième} siècle alors que la Révolution industrielle battait son plein, force est de constater que le phénomène s'est largement délocalisé à l'étranger, permettant aux forêts françaises de se régénérer peu à peu. La surface boisée s'étend d'ailleurs d'un hectare toutes les 4 secondes ! En France, les forêts recouvrent désormais 30 %

de notre territoire, retrouvant ainsi le niveau qu'elles avaient au Moyen-Âge.

Pourtant, l'exploitation forestière sur notre continent ne cesse de croître. Depuis 2015, celle-ci a augmenté de 49 %. La gestion raisonnée de chaque pays européen montre en apparence qu'il est possible de combiner exploitation et bonne gestion du patrimoine forestier.

UNE DESCRIPTION IDYLLIQUE QUI S'ARRÊTE ICI !

En effet, d'un point de vue global, **le bilan est nettement moins rose !**

Comme la France laisse partir son appareil productif, et ne se donne pas les moyens de produire sur son territoire, il nous reste à nous autosatisfaire de la diminution de notre impact environnemental.

Rien n'est plus faux !

Selon les estimations, la surface potentiellement déboisée représente environ **5,1 millions d'hectares** chaque année afin de **produire** ce que la France importe annuellement.

LE DÉCLASSEMENT DE NOTRE PAYS A UN IMPACT SUR LES FORÊTS.



C'est ce qu'on appelle la **déforestation importée**. Chez nous, il n'y a qu'une seule chose qu'on sait préserver : la bonne conscience de nos soi-disant élites ! Et pour cause, le secteur du bois français, à l'image du reste de notre économie, est la première victime de cette politique incohérente.

En nous refusant de reprendre le contrôle sur notre économie, nous perdons également la possibilité d'agir positivement sur l'environnement, ceci en reconnectant nos modes de consommation aux modes de production et à l'impact que les premiers peuvent avoir sur les seconds.

LE MARCHÉ NOIR DU BOIS EST PRESQUE AUSSI IMPORTANT QUE CELUI DE LA DROGUE !

L'exploitation du bois ne se fait pas toujours dans les règles de l'art. Une partie du marché du bois est en effet complètement illégale. Les experts l'évaluent à 11 milliards de dollars, soit 20 % de ce que représente l'ensemble du marché. La France est aussi largement touchée.

Les abus se multiplient et il est impossible pour notre pays de contrôler la traçabilité des importations : l'ouverture de nos frontières aux quatre vents nous empêche d'exercer un contrôle pourtant essentiel !

ON SCIE LA BRANCHE SUR LAQUELLE NOUS SOMMES ASSIS !



APRÈS LA ROUMANIE, LA CHINE CONTRE LA FILIÈRE BOIS FRANÇAISE !

De récentes révélations mettaient en cause les pratiques frauduleuses de certaines entreprises en Roumanie. Le grand public découvrait qu'on abattait des arbres centenaires dans les forêts roumaines pour produire des copeaux de bois dans l'illégalité la plus totale.

Autre acteur incontournable cette fois : la Chine. En effet, Pékin a multiplié par

5, en 10 ans, ses parts de marchés au niveau mondial dans le secteur du bois, au détriment de la France qui reste la grande victime de ce marché de dupes !

S'il nous est possible de remonter les filières roumaines, la tâche s'avère presque impossible s'agissant de Pékin.

L'absurdité de la situation ne s'arrête pas ici ! La Chine est très demandeuse de bois de chêne pour la fabrication de meubles et de parquet. En 2018, c'est 10 % de notre bois qui est parti alimenter les usines chinoises. La France accepte un marché qui n'est stratégiquement pas intéressant pour elle. Traçabilité impossible, découpes illégales, conditions de fabrications opaques : tout porte à croire que la France a perdu d'avance.

C'est la double peine pour la France : nos scieries subissent la variation du prix du bois, incitant celles-ci à fermer. Elles savent d'ailleurs qu'au bout de la chaîne, ce sont les meubles qu'elles n'ont pas pu produire elles-mêmes qui reviendront en France, à un prix défiant toute concurrence. La filière bois ne peut ni s'approvisionner, ni vendre ses produits à des prix compétitifs.

C'est le même refrain dans la musique ! Les luthiers sont installés à Mirecourt, en Lorraine, depuis le 17^{ème} siècle. Pourtant depuis peu, ils subissent une concurrence effrénée en provenance de Chine. Si l'artisanat français peut s'en sortir grâce à son savoir-faire, à l'image de ces luths avec lesquels joueront les plus grands musiciens, nul n'est à l'abri d'un problème qui pourrait mettre en péril ce patrimoine exceptionnel.

Le choix est simple : soit nous continuons de défendre une politique mondialiste où ne survivront que les plus grosses structures, en dépit de toutes considérations environnementales, soit nous défendons dès maintenant nos petites entreprises françaises, soucieuses de leur environnement et respectueuses d'un savoir-faire transmis de génération en génération.

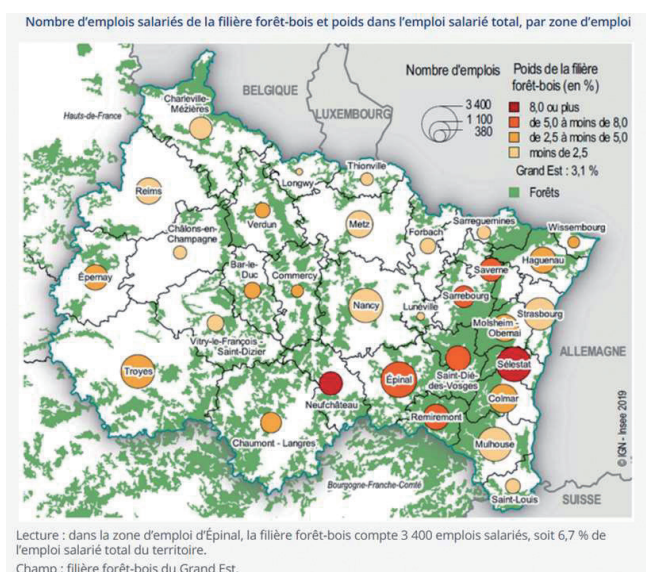


UNE FILIÈRE ENRACINÉE QU'ON DÉRACINE !

Contrairement aux idées reçues, la filière bois française se démarque vraiment des gigantesques entreprises qui sévissent dans la forêt amazonienne ou dans celles d'Asie du Sud-Est.

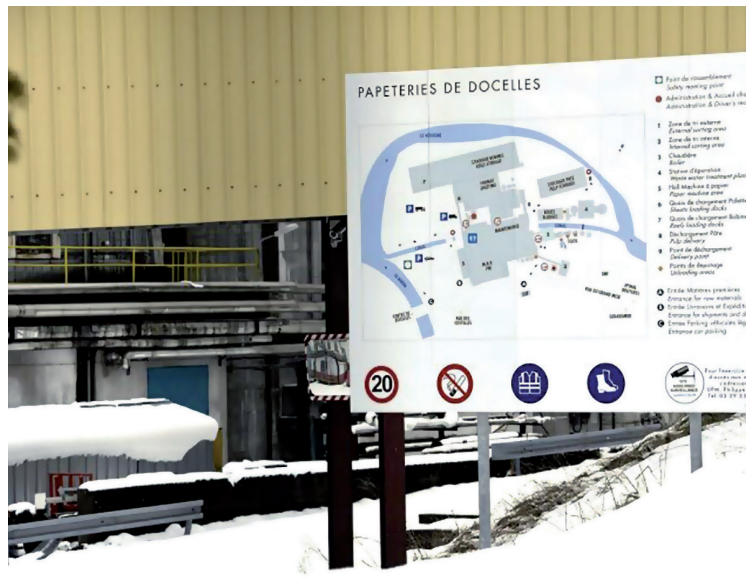
Chez nous, il s'agit essentiellement de petites structures locales, bien réparties sur tout le territoire de notre pays selon les ressources qui y sont disponibles. Si en effet, la filière bois est très présente dans la plaine de l'Alsace et dans les Vosges, on retrouve plutôt dans les régions peu boisées du Nord-Pas-de-Calais l'industrie du papier et du carton.

La filière bois et forêt équivaut à 3 % de notre PIB ce qui représente environ 440 000 emplois, soit plus encore que l'industrie automobile.



DE LA FERMETURE DE LA PLUS VIEILLE PAPETERIE DE FRANCE...

En activité depuis le 15^e siècle, l'annonce de la fermeture de la papeterie de Docelles par exemple s'est répandue comme une onde de choc. La plus vieille usine de France n'ayant pas trouvé repreneur, c'est tout un pan de notre histoire qui a disparu sous nos yeux.



... A LA DÉCOUPE D'ARBRES POUR METTRE DES ÉOLIENNES

C'est la dernière trouvaille des autorités ! Le scandale ne s'arrête toutefois pas là, puisqu'en plus d'être contraire au bon sens, le projet prévoit d'installer ces éoliennes à proximité d'un site historique important !

L'idée paraît absurde, scandaleuse même. Et pourtant, c'est bien six d'entre elles qui devraient voir le jour en Moselle, à hauteur de l'ancien camp du Ban Saint-Jean, où ont transité entre 1941 et 1945 plus de 300 000 prisonniers russes et ukrainiens, dont plus de 20 000 y périrent dans des conditions épouvantables.

Nous ne pouvons accepter que les arbres soient massivement déracinés. Par décence, il est inconcevable que du béton soit coulé à proximité des anciennes fosses communes. De plus, cette masse importante de béton constitue une source de dommages irréversibles pour ces terres.



ATTENTION FRANÇAIS, DANGER!

Comme l'a démontré un récent scandale sanitaire, une partie de la viande importée échappe aux radars des organismes de contrôle : c'est inévitable. Il faut donc refuser les politiques commerciales européennes qui prennent en otage la santé des Français !

LE MARCHÉ NOIR DU BLANCHIMENT DE VACHES



Le blanchiment de vaches consiste à élever des bovins sur des terrains déboisés, en dehors de tout système de contrôle, avant de les déplacer discrètement vers des fermes « légales » d'où elles seront exportées vers l'Europe. Une pratique dénoncée par des associations qui démontrent les risques qu'entraîne le libre-échange !

De plus, ces pratiques mettent en difficulté notre secteur bovin puisque les coûts de production sont forcément incomparables.

Ces méthodes scandaleuses qui nourrissent une concurrence totalement déloyale concerneraient 4500 hectares de forêts coupés illégalement pour laisser place aux pâturages.



LA SANTÉ DES FRANÇAIS NE SE NÉGOCIE PAS !

Il y a donc le danger pour la santé des Français, ces produits se retrouvant dans nos assiettes ! On se rappelle aussi les négociations hallucinantes avec les États-Unis dont l'objet concernait l'importation des volailles traitées au chlore ainsi que le bœuf aux hormones.

De plus, le contrôle lié à l'usage des pesticides ainsi que toute la dimension relative au transport des animaux s'avèrent également très problématiques.

COUPER DES ARBRES POUR BOUCHER VOS ARTÈRES !

C'est probablement une proposition que vous rejetteriez du revers de la main si celle-ci vous était proposée. C'est pourtant tout le problème de l'huile de palme !

L'huile de palme est néfaste pour la santé, car elle entraîne des risques de maladies cardio-vasculaires en augmentant le mauvais cholestérol. La France en importe pourtant plus de 130 millions de tonnes chaque année. Peu chère, elle est massivement utilisée dans la confection des biscuits ainsi que dans les pâtes à tartiner dont l'une est bien connue des petits et grands. Cette huile se retrouve d'une manière ou d'une autre dans notre alimentation puisqu'on estime que la moitié des produits présents en supermarché contient de l'huile de palme.



PRÈS DE CHEZ NOUS !



La déforestation ne concerne donc pas que les pays tropicaux ou en développement. Elle se joue au plus près de chez vous, dans vos régions. Dans ma Lorraine natale par exemple, de nombreux professionnels du bois s'inquiètent du tournant dramatique que la situation prend actuellement. Ils craignent pour leur avenir. Comme si les difficultés liées aux mauvais choix politiques ne suffisaient pas, le changement climatique et les sécheresses régulières ne font qu'accentuer les difficultés.

En 2019, la moitié des arbres de la région manquait d'eau, le hêtre souffrant particulièrement de cette sécheresse, tandis que les parasites pullulent. Ainsi, on observe depuis plusieurs années

maintenant des épidémies de chenilles processionnaires, friandes de feuilles de chênes. Les arbres, affaiblis car devant reconstituer leur feuillage, voient leur croissance mise à mal.

À cela s'ajoute la prolifération de scolytes qui se développent en dévorant des arbres tels que les épicéas. Sillonnés de galeries, ceux-ci sont rendus inutilisables pour les menuisiers. En 2018, ce sont près de 600 000 mètres cubes de bois qui ont été touchés dans l'Est de la France. Cela représente plus d'un tiers de la surface récoltée annuellement dans notre région. Un drame car rien que la filière bois représente plus de 55 000 emplois, répartis sur plus de 10 000 établissements.

Vosges : le scolyte ravage l'équilibre des marchés du bois

L'infestation des forêts du Grand Est par les insectes gagne du terrain, passant de la plaine à la moyenne montagne et des Vosges au Jura. Forestiers et scieurs appellent à l'aide pour évacuer les surplus de bois dans l'attente d'une sortie de crise.

PETIT MOT DE FIN

Tant chez nous qu'au bout du monde, nous devons lutter pour préserver les forêts en visant une exploitation raisonnée, permettant à chaque peuple d'en vivre et de rester sur sa terre.

Dans les faits, rien ne change ! Plutôt que de nous donner raison, nos adversaires continuent d'entretenir un double discours, appelant à des jours meilleurs tout en prenant des décisions pour que ceux-ci n'adviennent jamais. Ainsi, les signatures d'accords commerciaux catastrophiques avec le Vietnam et peut-être demain avec le Mercosur, démontrent à souhait toutes les contradictions.

Les arbres qu'on abat, les souches que l'on laisse pourrir, la biodiversité qui s'éteint : la déforestation est à l'image de la mondialisation destructrice et sauvage que nous subissons.

De l'essor démographique africain aux limites du modèle économique dans lequel nos pseudo-élites nous embarquent à nos dépens, tout est lié !

Défendre les forêts, c'est surtout s'obliger à agir à la racine même du problème.

ALORS, AGISSONS !



Dominique Bilde,
*député français
au Parlement européen*



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**

